



AGENDA

Lundi 10 février 2025 :

– 15h : Communication de Nathalie Lemarchand « La géographie du commerce »

Vacances d'hiver

Lundi 3 mars 2025 :

– 15h : Pierre Raffard « Géopolitique de l'alimentation »

– 18h : Présentation de la revue des juristes de Sciences Po sur les élections américaines par **Jean-David Lévitte**



DÉPÔT D'OUVRAGES

R. Brague dépose les ouvrages de Théodore Dalrymple : *Culture du vide* et *Zone et châtimement* (Editions Carmin, 2024)

H. Korsia dépose l'ouvrage en bande dessinée *Les mémoires de la Shoah* de Annick Cojean (adaptation en bande dessinée de Théa Rojzman et Tamia Baudoin, Aire Libre, 2025)



Séance du lundi 3 février « Géographie et diplomatie »

Michel Foucher, ancien ambassadeur,
professeur émérite de géographie à l'ENS, à l'IEP et à l'ENA

Michel Foucher commence en proposant de définir la diplomatie comme une conversation continue entre États, reposant sur des règles communes et une compréhension mutuelle, bien que parfois, la ruse puisse s'y glisser. Il retrace l'étymologie du terme diplomatie, d'abord issu du grec διπλῆσειν et du latin *diploma*, un passeport métallique sous l'Empire romain. La diplomatie est la conduite de la politique extérieure d'un État par la représentation, l'administration des affaires internationales et, surtout, la négociation, qu'il considère comme une transaction, dérivée de "*negotium*". Michel Foucher définit ensuite la géographie comme la description et le dessin du monde, non seulement sous ses aspects localisés, mais aussi à travers les cartes mentales et les représentations. Il résume ainsi sa pensée : « Ce qui est cartographiable est géographique ». Le général de Gaulle, qui dans *Vers l'armée de métier* (1934), attribue à Napoléon l'assertion selon laquelle « la politique d'un État est dans sa géographie », analyse la vulnérabilité du Nord-Est français, dénué de barrières naturelles, et souligne l'importance de la diplomatie dans la quête d'une couverture stratégique. C'est la compréhension de cette vulnérabilité qui le fait plaider, en vain, dès 1934, pour une armée de métier dotée de forces mécanisées. En 1940, la justesse de son diagnostic est fondée sur le choix de l'échelle pertinente : non pas seulement l'Europe et la lutte franco-allemande mais le monde. Penser juste en stratégie commence par le bon choix d'échelle de référence.

L'exemple de Franklin D. Roosevelt illustre comment la géographie peut inspirer le pouvoir. Dès son enfance, Roosevelt développa un intérêt pour la géographie, notamment à travers sa collection de timbres. En tant que président, il utilisa la cartographie comme un outil central, en particulier pendant la Seconde Guerre mondiale. Le National Geographic lui fournissait des cartes actualisées qu'il consultait depuis son bureau ovale. En 1942, il aménagea un centre de communication secret à la Maison-Blanche, inspiré de la salle des cartes de Churchill, où il suivait les opérations militaires et coordonnait les stratégies avec les Alliés. Roosevelt impliqua également les citoyens en les encourageant à suivre la guerre géographiquement, notamment lors de ses allocutions radiophoniques baptisées « causeries au coin du feu », soulignant la dimension globale du conflit.

Michel Foucher évoque le Kazakhstan, où le président Nazarbaïev créa l'université Lev-Goumïlev à Astana, une capitale stratégiquement située au nord pour renforcer l'autorité du pays face à la Russie. C'est également à Astana que le président chinois Xi Jinping lança en 2013 son projet des « Nouvelles Routes de la Soie », visant à améliorer les échanges entre l'Asie et l'Europe. Ce projet repose sur cinq axes : infrastructures, commerce, intégration financière, circulation monétaire et rapprochement des peuples. Bien qu'économique, sans ambition géopolitique affichée, l'objectif est de désenclaver l'ouest de la Chine et de rééquilibrer la mondialisation. Michel Foucher montre aussi comment la Chine accompagne ce projet d'une recomposition cartographique, en promouvant des projections alternatives, comme celle de Hao Xianguang (2004), qui privilégie les routes arctiques. En 2012, Pékin réactualisa une carte de 1947 pour revendiquer la mer de Chine du Sud, cherchant ainsi à façonner une vision du monde conforme à ses intérêts, loin de la projection de Mercator dominante en Occident.

Michel Foucher montre à l'inverse les conséquences de décisions politiques négligeant la géographie, citant Neville Chamberlain en 1938 qui minimisait la crise des Sudètes, ignorant le rôle stratégique de l'Europe centrale : « Il est vraiment horrible, fantastique et incroyable d'essayer ici des masques à gaz à cause d'un conflit dans un pays lointain entre des gens dont nous ne savons rien » (27 septembre 1938, à la BBC). Il fait un parallèle avec la guerre d'Irak (2003), où l'administration Bush, malgré les avertissements français, déstabilisa l'Irak en éliminant la minorité sunnite et en renforçant l'influence de l'Iran. L'exemple de Paul Bremer, administrateur de l'Irak en 2003-2004, est révélateur : ignorant même la localisation de l'Irak, il dissout le parti Baas et l'armée, contribuant à l'ascension de l'État islamique et au chaos régional.

Michel Foucher évoque les accords de Dayton (1995), où la cartographie joua un rôle clé dans les négociations pour mettre fin à la guerre en ex-Yougoslavie. Sous la direction de Richard Holbrooke et du général Wesley Clark, les négociateurs américains utilisèrent des cartes militaires numériques mises à jour en temps réel, ce qui facilita les discussions et évita les contestations territoriales. Si le Département d'État américain dispose d'un Bureau du Géographe depuis les années 1920, les experts français de 1917 réunis à l'instigation d'Aristide Briand au sein du Comité d'études français, qui eut pour président l'historien Ernest Lavisse et pour vice-président Paul Vidal de la Blache, fondateur de l'école française de géographie, n'eurent pas le même impact sur les décisions concernant les frontières après 1919 – en dehors du rôle d'Emmanuel de Martonne sur le tracé de la frontière entre la Hongrie et la Roumanie.

Michel Foucher évoque ensuite le Programme Frontières de l'Union africaine, lancé par l'ex-président malien Alpha Oumar Konaré en 2007, visant à encourager la démarcation des frontières africaines. Plusieurs pays, comme le Mali et le Sénégal, ont participé à ce projet financé par la coopération allemande. Il mentionne aussi les négociations frontalières permanentes en Asie du Sud-Est et entre l'Inde et la Chine. Bien que la Cour internationale de justice et la Cour permanente d'arbitrage traitent de ces questions, les cartes n'ont pas de valeur juridique.

M. Foucher évoque les « tentations déterministes » dans les discours géopolitiques contemporains, citant l'exemple de la Turquie et sa remise en cause du traité de Lausanne de 1923. En 2019, Ankara signe un accord maritime avec Tripoli, controversé car il ignore l'île de Crète, suivi d'un mémorandum sur la prospection d'hydrocarbures en 2022. Michel Foucher cite la déclaration de Recep Tayyip Erdoğan, affirmant que la Turquie pourrait remettre en cause les cartes et documents « immoraux ». La doctrine de la « patrie bleue » (« Mavi Vatan ») vise à renforcer la position de la Turquie en mer, mais sa réussite dépend de la modernisation des forces navales et de partenariats internationaux.

Michel Foucher analyse les révisionnismes territoriaux contemporains, en particulier les ambitions de réunir le « monde russe » (Rusky Mir), comme le montre la revendication de la « Nouvelle Russie » en Ukraine orientale et l'annexion de la Crimée. Il mentionne également les revendications russes en Arctique, y compris le pôle Nord. Il évoque les révisions territoriales de la Chine, illustrées par une carte de 2023, et les tensions qu'elles ont provoquées en Asie. Enfin, il cite Donald Trump, qui remet en cause la souveraineté du Danemark sur le Groenland dans un cadre révisionniste néo-impérial.

Michel Foucher conclut en soulignant que parfois le géographe peut contredire le diplomate, notamment dans le contexte israélo-palestinien. S'interrogeant sur le fait de savoir s'il y aura encore une place, au sens propre, pour un État palestinien au bout du processus, le géographe conclut par la négative alors que le diplomate maintient l'objectif de la solution dite des « deux États ». Il souligne l'influence des références bibliques dans la reconstruction d'Israël et la redéfinition des territoires, comme « la Judée et la Samarie » », à la place de la « Cisjordanie ».

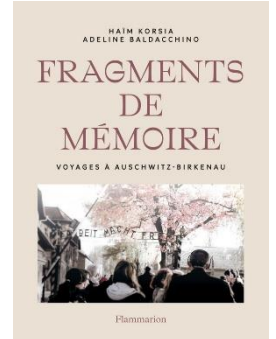
Michel Foucher affirme qu'il partage avec Jean Gottmann la conviction que l'espace géographique est essentiel en ceci qu'il coïncide avec l'espace politique. La géographie, avec sa boîte à outils, gagne à être active et engagée dans la conduite des affaires du monde.

À l'issue de sa communication Michel Foucher a répondu aux observations et aux questions que lui ont adressées **J. Tulard, L. Ravel, J.D. Levitte, G. Guillaume, B. Stirn, H. Gaymard, L. Bély, G. de Menil, L. Stefanini, M. Pébereau, H. Korsia.**

PUBLICATIONS

Avec Adeline Badacchino, **Haïm Korsia** a publié, le 15 janvier dernier, un émouvant ouvrage intitulé *Fragments de mémoire : Voyages à Auschwitz-Birkenau* aux éditions Flammarion.

Chaque année, depuis plus de vingt ans, le grand rabbin Haïm Korsia emmène à Auschwitz-Birkenau des jeunes, des personnalités politiques ou de la société civile, des imams, prêtres et pasteurs, accompagnés d'un survivant. De cette plongée dans le réel qui se conclut toujours par un temps de recueillement, chacun revient avec, en tête, des images d'après la cendre, silhouettes entraperçues ou devinées, portraits reconstitués, symboles redevenus, le temps d'un regard, traces poignantes d'une réalité inadmissible. Après l'un de ces voyages auquel elle participa, Adeline Baldacchino trouva les mots pour dire ce que Haïm Korsia cherchait depuis longtemps à formuler. Ensemble et à l'occasion de la commémoration du 80^e anniversaire de la libération de ce camp, ils ont choisi quelques-unes des photos témoins de ces périples et des portraits de rescapés peints par l'artiste de l'UNESCO, Alain Husson-Dumoutier, comme autant de stèles sur la route de notre mémoire, tels ces petits cailloux que la tradition juive invite à déposer sur des tombes qui n'existent pas hors notre âme. Un album, nous disent les auteurs, pour se convaincre de ne jamais clore le livre de leur vie et pour entendre à jamais résonner les mots de Vladimir Jankélévitch : «Celui qui a été ne peut plus désormais ne pas avoir été.»



Ghislaine Alajouanine a publié, le 15 janvier dernier, un ouvrage intitulé *Interrogeons-nous ! ?* aux éditions l'Harmattan.

Un message sur les réseaux sociaux voyage à la vitesse de nos connexions électroniques. Il nous est aujourd'hui possible d'exprimer une opinion immédiate et, dans l'instant même, de l'exposer au monde. Mais cette instantanéité de transmission de la pensée améliore-t-elle la qualité de notre réflexion ? Ou ce luxe de pouvoir affirmer ce qui nous passe par la tête en un clin d'oeil, grâce à une technologie destinée à satisfaire notre impatience, ne favorise-t-il pas au contraire une paresse de la pensée profonde ? Savons-nous encore peser les différents arguments, laisser mûrir nos idées avant de les exprimer ? Savons-nous toujours écouter ceux qui ont des points de vue différents du notre, tolérer leur différence ? Ou sommes-nous devenus "accros" à ce réflexe de nous débarrasser de nos sentiments viscéraux, de nos instincts premiers, en tapotant sur nos écrans sans nous inviter à prendre du recul ? Savons-nous dialoguer, douter, nous questionner ? Sommes-nous encore capables de travailler de concert à une réponse collective qui satisfait notre éthique, notre morale, nos mœurs, notre culture ? Dans une démarche de Convivance ? Ou préférons-nous imposer nos vues sans admettre que l'erreur de jugement guette chacun d'entre nous ? INTERROGEONS NOUS...



! ? Interrogeons-nous ! ?



...J'ai arrêté l'héritage à 11 heures, 27 minutes, 30 secondes ?
Professeur Jean Bernard Auteur de la « Médecine du Futur », page 67



Ghislaine Alajouanine
MAC Institut de France

DANS LA PRESSE ET SUR LES ONDES

La France, l'Europe et le Japon face à l'administration Trump



Jeudi 30 janvier, **Jean-Claude Trichet** a donné une interview à Guillaume Paul pour BFM Business sur la politique monétaire européenne et la décision de la BCE, sur les relations entre la Federal Reserve et le Président Trump, et sur l'endettement de la France.



Lundi 20 janvier, le journal japonais Nikkei a publié une interview du gouverneur honoraire sur la question de la dette publique, sur les intentions de l'administration Trump, sur la politique monétaire japonaise et sur le système monétaire international.

« La nouvelle Amérique »



Dans l'émission Commentaire ce samedi 1^{er} février 2025, **Jean-Claude Casanova** et Jean-Marie Colombani ont abordé, avec l'historien Denis Lacorne, les évolutions récentes de la société américaine.



Chantal Delsol était l'invitée de Frédéric Taddeï le 2 février dernier dans l'émission « C'est arrivé demain » sur Europe 1 aux côtés de Jean-Marc Daniel, Rosario Acosta Nieva et Eric Taladoire.

« Interrogeons-nous » : Une réflexion urgente et universelle



Dans son édition du jeudi 23 janvier dernier, la revue *Silver Eco* est revenue sur la dernière publication de **Ghislaine Alajouanine** présentée ci-avant.

À SAVOIR



Le 30 janvier **Bruno Cotte** a ouvert les Xe Journées de Justice pénale internationale » de l'université Paris Panthéon Assas organisées par les Professeurs Didier Rebut, Olivier de Frouville et Julian Fernandez. Ne pouvant se déplacer en raison de son état de santé et la technologie de visioconférence s'étant révélée défectueuse, son propos a été lu par l'un des organisateurs



Yves Gaudemet est intervenu lors d'une après-midi de travail organisée par le Centre de recherches en droit administratif de l'Université de Paris Panthéon Assas, le 23 janvier 2025, sur l'actualité et les enseignements de la thèse de Marcel Waline consacrée aux mutations domaniales. Celles-ci s'entendent aujourd'hui de la faculté pour l'État, en dépit du droit de propriété reconnu aux personnes publiques sur les biens de leur domaine public, de changer l'affectation d'un bien appartenant à une collectivité locale ou à un établissement public ou encore de transférer unilatéralement la propriété d'un bien d'un établissement public à un autre établissement public sans en changer l'affectation ; pratique, largement utilisée aujourd'hui, notamment pour la filialisation des activités de la SNCF et de la Ratp, admise et encadrée par la jurisprudence du Conseil constitutionnel.



Mercredi 29 janvier à Genève, **Jean-Claude Trichet** a prononcé un discours sur les situations économiques, financières et monétaires mondiales et européennes à l'occasion d'une conférence organisée par Barclays.



Jacques de Larosière a fait une intervention au sujet de son livre, le 30 janvier dernier en présence d'une centaine de représentants de la région Hauts de France qui étaient venus à Paris pour l'écouter.

Les détails joints sont accessibles (quand ils sont disponibles) en cliquant sur l'icône située à gauche de chaque brève.